

PARIS, le 22 Juin 1994

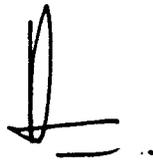
B. Delaye
Le dire. Je le
di moi aussi
M. Barthe
B de M
HR

à l'attention de Monsieur

le Président de la République

(S/c de Monsieur le Secrétaire Général)

A/S : Rwanda - Entretiens à Paris
avec des représentants du FPR.



Bruno DELAYE

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

PARIS, le 22 juin 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

Ridwali

*Madame B. B.
Protector à
Matignon,*

*F.M
=*

page 5

H. Vedine

**Objet : Rwanda : entretien à Paris avec des représentants du
FPR.**

I - Le Secrétaire général du Front patriotique rwandais (FPR) M. Rudasingwa et son représentant à Bruxelles, M. Bihozagara, ont été reçus par Alain Juppé en fin de matinée. Auparavant une longue réunion s'était tenue avec eux au Quai d'Orsay à laquelle participaient des représentants de la Présidence, de Matignon et des ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de la Coopération.

Le gouvernement souhaitait en invitant ces deux responsables du FPR à Paris, leur expliquer les motivations et les objectifs de notre intervention au Rwanda et si possible recevoir leur approbation.

Munis d'instructions de la direction du FPR et de son haut commandement militaire, MM. Rudasingwa et Bihozagara ont de la façon la plus nette, critiqué notre politique et condamné notre projet d'intervention.

Selon eux :

- 1) en raison de la politique menée au Rwanda depuis trois ans par la France, aucune de ces initiatives ne peut être perçue positivement.

Les Français ont soutenu le régime Habyarimana et ceux qui massacrent aujourd'hui se réjouissent de leur arrivée.

- 2) les objectifs de la France ne sont pas humanitaires. S'ils l'étaient, elle serait intervenue plus tôt puisque les massacres ne sont pas un phénomène nouveau au Rwanda. Ils ont commencé depuis plusieurs années, la communauté internationale et la France en particulier le savaient. Personne n'a réagi quand des armes ont été distribuées aux milices qui se sont ensuite organisées en une armée parallèle.

- 3) Que l'ONU avalise ou non l'intervention française ne change rien pour le FPR. "Nous y sommes opposés". Ce qui compte ce n'est pas le soutien d'Européens ou d'Africains proches de la France à cette intervention, "c'est ce que pense le peuple rwandais. Or nous avons l'obligation patriotique, nationale de nous opposer à votre action...Il faut laisser les Africains se sauver eux-mêmes."

- 4) La France n'agit pas dans la transparence et prépare cette intervention depuis très longtemps. Elle veut figer la situation et donner un second souffle aux adversaires du FPR. Plutôt que d'engager une opération militaire, il serait préférable de tout mettre en oeuvre pour renforcer la MINUAR. La France s'est trompée dans le passé. En intervenant militairement, elle commettrait une nouvelle erreur avec de graves conséquences tant pour le Rwanda que pour la région.

- 5) Le FPR souhaite maintenir le dialogue avec la France mais à condition qu'il se déroule dans le respect mutuel et une réelle transparence.

Inadmissible !
le dire à
Matignon 3

II) - Au cours de cette réunion, le représentant de Matignon (Philippe Baudillon) a tenu à préciser aux responsables du FPR que depuis un an la France s'était dotée d'une nouvelle politique africaine. Il est intervenu en ces termes : "le souci permanent de M. Balladur qui dirige le gouvernement depuis un an est d'établir avec l'ensemble des pays africains des relations claires et de co-responsabilité. Depuis un an nos actes le prouvent. **Votre interprétation des intentions françaises au Rwanda n'est pas la bonne. Elle est en contradiction avec ce qui est fait depuis un an.** Les Français ne comprendraient pas que notre intervention soit autre qu'humanitaire. Les temps changent, votre analyse de la politique française actuelle est influencée par une période passée. C'est ce que le Premier ministre tenait à vous faire savoir."

Le représentant du cabinet du ministre de la Défense est allé dans le même sens en ajoutant que les militaires, dans le cadre de l'intervention envisagée, souhaitaient être en liaison permanente avec le FPR.

Le secrétaire général du FPR leur a répondu : "vous parlez de changement de politique de la France en Afrique mais d'évidence, dans le cas du Rwanda, rien a changé... vous voulez mettre en place une liaison permanente avec nous mais vous mettez la charrue avant les boeufs. Nous vous avons indiqué que nous étions opposés à votre intervention...".



Bruno DELAYE